

Rapport de l'OCDE sur l'éducation: La FQPPU exige le maintien du financement public

Montréal, le 14 septembre 2011 - À la suite de la publication du rapport « Regards sur l'éducation » de l'OCDE, la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) exige le maintien du financement public en éducation. Le rapport publié hier révèle plusieurs tendances préoccupantes quant à la situation financière des diplômé-e-s universitaires au Canada et quant à la privatisation du financement des universités.

Le rapport de l'OCDE souligne la situation précaire des diplômé-e-s universitaires canadiens. En effet, le Canada possède la plus grande proportion de diplômé-e-s gagnant moins que le salaire médian (25 000\$). Le Canada a également l'un des plus hauts taux de chômage chez les diplômé-e-s, dépassé en cela seulement par la Hongrie. 40 % sont employé-e-s à temps partiel alors que, dans la moyenne des pays de l'OCDE, ce chiffre ne dépasse pas 25 %. En outre, l'écart salarial entre diplômé-e-s et non-diplômé-e-s demeure plus grand chez les femmes que chez les hommes.

Le rapport confirme que la crise économique actuelle frappe plus durement les personnes non-diplômées. L'OCDE souligne que « le fait de quitter l'école sans diplôme est de plus en plus lourd de conséquences », insistant sur la nécessité pour les gouvernements de « maintenir leurs investissements » publics en éducation malgré « la restriction des budgets publics » et les politiques d'austérité. Or, le rapport révèle du même souffle que la tendance générale, ces dernières années, est plutôt à la privatisation du financement de l'enseignement supérieur.

Entre 2000 et 2008, la « part du financement privé dans l'enseignement supérieur a augmenté de 14 points de pourcentage en moyenne » dans 20 des 26 pays étudiés. La part publique du financement des établissements d'enseignement supérieur a régressé, passant de 74 % en 1995 à 67 % en 2008. Au Canada, la part des fonds privés dans l'enseignement supérieur dépasse la barre des 40 %, ce qui est plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE. Cela montre que le Canada tend à reproduire le modèle de financement à forte dominance privée en vigueur aux États-Unis et au Royaume-Uni. À l'opposé, 14 pays, dont la France, l'Allemagne et la Suède sont sous la barre des 20 % de financement privé.

Dans ce contexte, selon l'OCDE, « (...) il est de plus en plus fréquent que les fonds publics ne financent qu'une partie (quoique très élevée) des investissements en matière d'éducation, les fonds privés prenant de plus en plus d'importance. Certains craignent toutefois que la balance ne penche exagérément d'un côté, au point de décourager certains étudiants qui envisagent de suivre des études tertiaires ».

Alors que les circonstances commanderaient de maintenir, voire de renforcer le financement public des universités, nous constatons que celles-ci dépendent de plus en plus de fonds privés et individuels. Or, la privatisation porte atteinte à la mission fondamentale des universités ainsi qu'à la liberté académique et scientifique qui doivent prévaloir en enseignement et en recherche. Le manque de fonds publics vient aussi restreindre l'accessibilité aux études. En Grande-Bretagne, par exemple, une étude de la London School of Economics prévoit une baisse marquée des inscriptions quand les frais de scolarité seront haussés l'an prochain. Le modèle britannique, dont nos dirigeants et gestionnaires ont tendance à s'inspirer, devrait plutôt servir d'exemple à ne pas suivre. Le gouvernement du Québec doit s'engager à maintenir un financement public de l'éducation